

Finlande, Pays-Bas, Suisse... Le revenu universel va-t-il conquérir l'Europe ?

Lara Charmeil

Officiellement attribué aux citoyens finlandais dès 2017, le revenu de base est actuellement en cours de discussion dans différents pays. "We Demain" fait le point sur les dernières avancées de cette solution possible à la crise de nos modèles économiques et sociaux.



Image d'illustration (Crédit : TaxRebate.org.uk/FlickrR)

C'est **officiel** : la Finlande sera le premier pays européen à distribuer un revenu universel à l'ensemble de ses habitants. Une allocation mensuelle qui sera versée par les pouvoirs publics dès 2017 à tout résidant du pays, de manière inconditionnelle, quels que soient son âge et son revenu.

La démarche d'Helsinki n'est pas une première. Ailleurs dans le monde, certains pays ont déjà expérimenté plusieurs types de revenus de base : la **Namibie**, **l'Alaska**, et plus récemment **l'Inde** et le **Brésil**.

Le premier à l'avoir mis en place sur l'intégralité de son territoire, c'est l'Alaska. Les premiers essais du 49e État des États-Unis remontent à 1976, avec la création de "**l'Alaska Permanent Fund**", un

fonds souverain financé grâce aux revenus issus du pétrole. En 2014, chaque habitant de l'État nord-américain a ainsi perçu 1 884 dollars par an, soit environ 1 700 euros.

À terme, quels sont les objectifs d'un tel revenu inconditionnel, théorisé par grand nombre d'auteurs et économistes depuis Thomas More dans *L'Utopie* et initié par le militant britannique Thomas Paine au XVIIIe siècle ? Rien de moins qu'éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités, les injustices sociales et émanciper l'individu.

Plus concrètement, le revenu de base pourrait contribuer à remédier à la crise que traversent nos modèles économiques et sociaux. Il permettrait aux salariés d'accepter des postes peu rémunérateurs, en renonçant au passage à toutes prestations sociales. Ce qui, selon ses défenseurs, contribuerait à faire baisser le chômage.

Depuis plusieurs années (lire [We Demain](#) numéro 5), l'idée fait son chemin au sein des exécutifs européens. *We Demain* fait le point sur ses dernières avancées en Finlande, aux Pays-Bas et en Suisse.

En Finlande, 550 euros par mois pour commencer, 800 euros ensuite

Le lancement du revenu universel finlandais est prévu début 2017. Mais le gouvernement a décidé de l'expérimenter avant cela sur un groupe limité de citoyens. Dès janvier 2016, ces derniers vont percevoir 550 euros par mois. La proposition finale sera présentée par le gouvernement en novembre 2016, après avoir analysé les résultats de l'étude et envisagé les réformes de la fiscalité et de la protection sociale à mettre en place.

À terme, l'objectif est de remplacer l'ensemble des allocations versées par l'État par un revenu de base de 800 euros. Défendue par un gouvernement de centre droit, la mise en place de cette mesure serait une première en Europe, dans un pays miné par un taux de chômage de 10 % de la population active et quatre années de récession. *"La situation de la Finlande est si grave que nous avons besoin [de courage pour] expérimenter des solutions nouvelles"*, expliquait en 2014 le premier ministre finlandais, [Juha Sipilä](#).

À Utrecht, 900 euros par mois pour un adulte seul et 1 300 euros pour un foyer

Aux Pays-Bas, une trentaine de municipalités vont mener, dès janvier 2016, des projets pilotes sur le revenu minimum. Tilburg, Wageningen et Groningen sont les villes les plus avancées. Mais c'est Utrecht qui joue le rôle d'éclaireur. Dans cette ville de 300 000 habitants, la quatrième du pays, 300 citoyens participeront à l'expérience.

Comment ? Avec six groupes d'au moins 50 personnes, toutes bénéficiaires du chômage ou des minima sociaux. L'un de ces groupes demeure sous le régime de sécurité sociale actuel et sert comme groupe de comparaison. Sur les cinq autres, un seul recevra un revenu de base, inconditionnel et fixe estimé à 900 euros par mois pour un adulte seul et 1 300 euros pour un foyer. Les trois autres groupes vont expérimenter des règles différentes, non définies à ce jour, tandis qu'un dernier permettra d'étudier le droit en vigueur sur la protection sociale.

"Les gens disent que les bénéficiaires ne vont pas chercher à retrouver un job, nous allons le vérifier", a expliqué la chargée de ce projet, Nienke Horst, au site américain [Quartz](#). Selon elle, ils seront au

contraire plus "heureux" et "finiront quand même par trouver un travail".

En Suisse, 2 300 euros par adulte et 600 euros par enfant, chaque mois

Dans **le pays le plus heureux du monde**, les citoyens ont créé un comité "d'initiative populaire fédérale pour un revenu de base inconditionnel". Ses principaux protagonistes, Oswald Sigg, Götz Werner, Daniel Straub et Christian Müller revendiquent depuis avril 2012 l'instauration d'un tel revenu. Selon eux, les Suisses goûteraient à une "existence [plus] digne" tout en disposant de plus de possibilités pour " [participer] à la vie publique".

Chaque adulte obtiendrait 2 500 Francs suisses (environ 2 300 euros) par mois, chaque enfant 650 (602 euros). Une allocation qui remplacerait, ici aussi, les aides sociales existantes actuellement, dans un pays où 7 % à 8 % des citoyens vivent sous le seuil de pauvreté. Le projet a récolté 125 000 signatures.

Fin septembre, le Conseil national, la chambre basse de l'Assemblée fédérale suisse, a voté une recommandation contre l'initiative populaire pour un revenu de base inconditionnel. Ses principaux arguments ? Elle ne serait pas finançable et favoriserait, justement, le chômage. Des arguments contre lesquels s'élèvent 49 % des Suisses, selon un récent **sondage**. Ils se prononceront début 2016 lors d'un référendum.

En France, une étude de faisabilité en cours en Aquitaine

En France, différents collectifs soutiennent l'idée du revenu de base, rassemblés au sein du **Mouvement Français pour un Revenu de Base** . Mais à ce jour, l'idée n'a pas retenu l'attention du gouvernement, même si certains de ses anciens membres sont pour son instauration, selon différentes modalités. Parmi eux, on compte l'ex-ministre et député PS Arnaud Montebourg, l'ancien ministre des Affaires étrangères et de l'intérieur Dominique de Villepin (UMP), l'ex-présidente du PCD Christine Boutin. Du côté des Verts, des personnalités comme José Bové, Eva Joly, Yves Cochet ou Daniel Cohn-Bendit défendent également l'idée.

Pour l'heure, seul Europe Écologie les Verts a inscrit le "revenu inconditionnel" dans son programme national. Ce dernier entend modifier les règles d'attribution du RSA. En juillet 2015, il est parvenu à faire voter une motion permettant le financement d'une étude de faisabilité lors de la séance plénière du Conseil régional d'Aquitaine.

Selon **Rue89**, elle permettrait de tester ce revenu de base sur le "croissant de la pauvreté aquitain" allant de la Gironde à la Dordogne et au Lot-et-Garonne. Si cette initiative est une première en France, ses conditions d'attribution, le montant du revenu qui lui serait associé et sa durée n'ont pas encore été précisés.